

TRANSITION HUMANITAIRE – GHANA

L'entrepreneuriat social féminin est-il émancipateur ?

Les Africaines qui lancent leurs entreprises sociales sont souvent célébrées dans les médias qui les décrivent comme les « lionnes d'Afrique », porteuses d'une transformation vers un développement durable. Mais derrière ce discours, leur modèle économique contribue aussi à reproduire les inégalités de genre, sociales et Nord-Sud...

Anastasia-Alithia SEFERIADIS, post-doctorante au Laboratoire Population Environnement et Développement de l'IRD, a un double cursus en sciences naturelles et sciences sociales. En 2013, sa thèse de doctorat en sciences transdisciplinaires à la Vrije Universiteit d'Amsterdam (Pays-Bas) portait sur le rôle du capital social chez les femmes pauvres du Bangladesh.

Contextes et enjeux humanitaires et sociaux

Le concept d'entrepreneuriat social met l'accent sur le rôle que peuvent jouer des entreprises privées afin de répondre aux problèmes environnementaux et sociétaux, en particulier dans les contextes de pauvreté. Les entrepreneurs sociaux sont ainsi décrits comme combinant des activités à finalité sociale à des activités commerciales, priorisant l'impact social tout en générant du profit afin d'être durables. Ils portent la promesse d'un développement qui ne s'appuie plus seulement sur de l'aide extérieure, et en tant qu'acteurs du changement dans des territoires aux ressources limitées, représentent une solution à un niveau micro pour vaincre la pauvreté. L'entrepreneuriat social est donc encouragé par les organisations de développement comme un mécanisme permettant aux individus d'innover localement et de proposer des solutions qui contribuent au développement sociétal sans dépendre de l'aide extérieure.

Les objectifs de la recherche

Le Ghana, qui compte 26 000 entreprises sociales est l'un des seuls pays au monde où les femmes entrepreneures sont plus nombreuses que les hommes¹. Si ce relatif succès féminin apparaît au premier abord comme un virage positif, il semble aussi amplifier les dimensions genrées du domaine de l'entrepreneuriat.

Or, l'entrepreneuriat social s'inscrit dans un nouveau mode d'agir économique qui non seulement se fonde sur le lien social mais le renforce et le transforme. À l'instar de l'économie du care, il représente une forme de travail qui peut cantonner la femme aux activités de sacrifice pour le bien-être de la famille, reproduisant ainsi un schéma social préexistant.

Cette recherche s'inscrit dans les perspectives féministes qui questionnent la capacité émancipatrice des modes d'agir économiques de l'économie sociale et solidaire² et de l'entrepreneuriat social³. Elle analyse les modèles développés par les femmes dans ces secteurs et les discours qui les accompagnent.

Partenaires de la recherche

Cette recherche a été menée en 2018-2019 en partenariat avec le « Science and Technology Policy Research Institute » (une des institutions du « Council for Scientific and Industrial Research » du Ghana) et avec le soutien de la Fondation Croix-Rouge française et du Fonds de dotation de la Compagnie Fruitière.



Quelles sont les réalités des entreprises sociales féminines au Ghana au-delà des discours émancipateurs ?

La sociologie de l'acteur-réseau⁴, qui permet d'analyser comment des innovations sont développées par l'interaction d'acteurs et de discours, offre une grille de décryptage de l'entrepreneuriat social. Ainsi, au Ghana, pays où ce secteur est très investi par les femmes, elle permet d'observer les fonctionnements de leurs réseaux sociaux et de mettre leurs activités en perspective avec les discours qui les accompagnent. Elle stipule en effet que les discours sont agissants : autrement dit, en plus d'être enracinés dans des relations de pouvoir, ils contribuent à les reproduire⁵.

Le discours dominant sur l'intérêt de l'entrepreneuriat social comme vecteur de développement reprend bien des termes appliqués à l'entrepreneuriat classique - performativité, rationalisme, progrès, individualisme -, ce qui le dépolitise et minimise sa capacité à générer un changement social.

Pour explorer les ambivalences et les paradoxes de l'entrepreneuriat social, mieux vaut donc s'affranchir du grand récit et rendre compte des « petits récits » qui permettent d'éclairer les jeux de pouvoir et les hiérarchies sociales.

Au Ghana, l'entrepreneuriat social est fortement promu par les acteurs du développement, qu'ils soient acteurs institutionnels du Nord ou acteurs intermédiaires locaux, liés aux acteurs du Nord. Ils organisent notamment des compétitions visant à récompenser les projets porteurs de développement, ce qui incite certaines femmes à requalifier leurs ONG en entreprises sociales.

Les femmes entrepreneures interrogées disposent d'un fort capital social et de nombreux liens internationaux, certaines étant des migrantes de retour qui peuvent mobiliser des liens au Nord. Elles ont donc les capacités d'activer des réseaux sociaux et de les développer.

Elle bénéficient aussi de l'image-type de la « lionne d'Afrique », selon le nom d'un site web qui identifie et met en avant des femmes fortes qui changent les règles du jeu et contribuent au développement de leur continent. Une image qui nourrit les discours dominants sur les « femmes battantes », « novatrices » et « passionnées ».

Une « ghettoïsation » latente

Or, ces discours masquent une autre réalité. Les entreprises de ces femmes sont également souvent des micro-entreprises qui ont besoin de temps et de financements. Ainsi, si ces « lionnes

d'Afrique » expriment et démontrent une passion qui les pousse à poursuivre leur objectif d'impact social et environnemental, il s'agit d'une passion à temps partiel. Ces femmes ont souvent d'autres activités leur permettant de générer un revenu. Et si elles sont présentées comme innovantes pour leur capacité à se saisir d'opportunités, elles innovent également car contraintes par la nécessité de pallier au manque d'emplois, de subvenir aux divers besoins de leur famille ou de leur communauté et d'assumer leurs responsabilités. Ces jeunes femmes demeurent parfois au stade de l'« idéation », au milieu des contraintes : ce sont des femmes battantes en attente.

Ces modèles montrent une certaine « ghettoïsation »⁶ dans des secteurs réservés aux femmes africaines et sont orientés vers des activités d'*empowerment* d'autres femmes. Comme les femmes travaillant dans les ONG, les entrepreneures sociales au Ghana sont donc triplement employées « au four, au moulin et à l'*empowerment* »⁷.

A travers un grand récit de la « lionne d'Afrique » et un modèle de la femme entrepreneure sociale repris non seulement par les acteurs du développement du Nord mais aussi par les acteurs intermédiaires locaux, ce sont ainsi les rapports de domination Nord-Sud qui sont reproduits dans le système de l'entrepreneuriat social féminin au Ghana. Les acteurs intermédiaires jouent ici le même rôle que les ONG du développement c'est-à-dire celui d'« une courroie de transmission d'un langage puissant et des concepts de développement occidentaux »⁹.

Méthodes et sources de données

Les données ont été collectées entre octobre 2018 et avril 2019 au Ghana au cours de trois missions différentes (6 semaines au total). Elles sont issues de 27 entretiens individuels, 4 entretiens collectifs, 2 discussions de focus-group avec différents acteurs de l'écosystème de l'entrepreneuriat social : acteurs du gouvernement (2 femmes), acteurs intermédiaires (8 hommes, 4 femmes) et entrepreneurs (28 hommes et 29 femmes). Ces entretiens ont été complétés par une analyse des sites webs de diverses organisations intermédiaires, mais également par de nombreux échanges informels.

Développer des petits récits permettrait au contraire d'inciter à la « dé-ghettoisation » des femmes entrepreneures sociales, de stimuler des modèles résolument ancrés localement et de favoriser une re-politisation du changement social, indispensable à un développement durable écologique, social et culturel, à la réduction des inégalités sociales et au rééquilibrage des rapports Nord-Sud.

Des façons de faire porteuses de transformations

Les modes d'agir économique des femmes qui opèrent dans les secteurs de l'environnement - les « écopreneures » - sont variés. Des étudiants ingénieurs se sont attaqués à l'approvisionnement en électricité d'un village des forêts du sud en créant un système de troc de noix de coco (très abondantes) contre des panneaux solaires (produits localement). Une employée d'une organisation locale visant à l'*empowerment* des femmes s'est penchée sur les ressources inexploitées dans le cadre d'un projet de micro-crédit. Elle a commencé à produire de l'huile de baobab avec les graines de l'arbre ramassées par les femmes du groupe. Une autre jeune femme a monté une organisation au double but : former des jeunes mères vivant dans les rues de la capitale afin qu'elles puissent générer des revenus, et contribuer à la gestion de la pollution en ville en valorisant des déchets plastiques sous forme de sacs. Ces entreprises permettent d'imaginer des systèmes économiques qui combinent objectifs sociétaux et environnementaux via des systèmes budgétaires innovants.

Les enseignements scientifiques au-delà du cadre de l'étude

Cette recherche met une fois de plus en avant les implications du système de domination lié au genre dans les trajectoires individuelles des femmes et la façon dont les femmes au Ghana aussi contournent les obstacles. Les analyses montrent les mécanismes par lesquels sont appropriés au niveau local les systèmes globaux des dispositifs de développement.

Par ailleurs, l'enquête de terrain a mis en avant l'importance non seulement des jeux d'acteurs mais également des discours circulant au sein des réseaux sociaux et de leur influence dans les jeux d'acteurs. Susan Clark Muntean et Banu Ozkazanc-Pan (2016) analysant l'entrepreneuriat social au travers de plusieurs perspectives féministes, montrent que le terme d'entrepreneuriat social est sujet à des connotations de genre complexes : si le terme « entrepreneur » est associé au masculin (héroïque, ambitieux, courageux, fort, entreprenant), le terme « social » dénote d'un engagement féminin (préoccupations liées à l'exclusion, la marginalisation, la souffrance, et des activités créatives, liées à l'empathie).

Or, si au premier abord, le succès relatif des femmes dans l'entrepreneuriat social, en comparaison de l'entrepreneuriat traditionnel, apparaît comme un virage positif, cela semble aussi amplifier les dimensions sexospécifiques du domaine de l'entrepreneuriat.

Les limites des résultats

Ces résultats sont limités par le profil des entrepreneures interrogées lors de la recherche. L'analyse des situations entrepreneuriales bénéficierait d'un élargissement de l'enquête à des profils plus variés (femmes de générations différentes en particulier) et de suivre les trajectoires sur plusieurs années.

1. HERRINGTON, M., et KELLEY, D. (2012) African Entrepreneurship: Sub-Saharan African Regional Report. GEM, IDRC/CDRI, Canada, 74 pages.
2. VERSCHUUR, C. (2017). Une économie solidaire peut-elle être féministe ? In Homo oeconomicus, muliersolidaria. Graduate Institute Publications.
3. CLARK MUNTEAN, S., et OZKAZANC-PAN, B. (2016). Feminist perspectives on social entrepreneurship: critique and new directions. *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, 8(3), 221-241.
4. AKRICH, M., CALLON, M., et LATOUR, B. (éd.) *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Paris, Mines ParisTech
5. FOUCAULT, M. (1969) *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1969
6. BOWEN, D. D., et HIRSH, R. D. (1986). The female entrepreneur: A career development perspective. *Academy of management review*, 11(2), 393-407
7. DESTREMAU, B. (2013). Au four, au moulin... et à l'empowerment. La triple captation et l'exploitation du travail des femmes dans le développement. *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*.
8. STEELE, C. M., et ARONSON, J. (1995). Stereotype threat and the intellectual test performance of African Americans. *Journal of personality and social psychology*, 69(5), 797.
9. TVEDT, T. (1998). *Angels of mercy or development diplomats? NGOs & foreign aid*. James Currey Ltd. & Africa World Press, Inc.



Il faut une approche du développement participative et inclusive.

- Anastasia-Alithia Seferiadis



Le discours sur les lionnes d'Afrique qui met en avant des femmes entrepreneures apporte-il à ces dernières des avantages concrets (accès au financement, élargissement de leur réseau, accès à des personnalités ou des institutions influentes) ?

A-A. S. : Les dispositifs de développement institutionnels sont localement appropriés et constituent donc un avantage dans les carrières individuelles.

En effet, l'approche dominante de soutien à l'entrepreneuriat social est ancrée dans le néolibéralisme, dans une vision à court terme et liée à un désengagement des institutions dans la résolution des problèmes sociétaux complexes.

Cette approche semble peu apte à soutenir le développement d'entreprises sociales pérennes, mais les entrepreneures réussissent néanmoins à s'approprier les ressources disponibles. Ces jeunes entrepreneures gagnent des prix financiers, le prestige lié à la médiatisation et les opportunités de réseautage. Elles s'approprient ainsi capitaux économique, social et symbolique qu'elles peuvent mobiliser dans leurs carrières individuelles.

Quelles alternatives concrètes seraient possibles pour « dé-ghettoiser » l'entrepreneuriat social féminin ? En avez-vous observées lors de vos recherches dans d'autres pays que le Ghana ?

Les différences notables d'un pays à l'autre sont liées aux dispositifs de « développement ». Lors de ma thèse de doctorat j'ai analysé pendant plusieurs années un projet de recherche-action participative en zone rurale au Bangladesh.

Durant plus d'une décennie, les membres d'une ONG ont impliqué les habitants dans le développement d'un projet formant à des activités

génératrices de revenus – principalement liées à des pratiques agro-écologiques – selon les modalités de l'entrepreneuriat social. Ce projet s'est accompagné de changements sociétaux, de remises en question de certaines asymétries de pouvoir (entre homme et femme au sein de ménages, et aussi entre élites locales et les paysans sans terres, décrits localement comme « ultra pauvres »). Ce sont ce type d'approches participatives, inclusives, qui peuvent « dé-ghettoiser » l'entrepreneuriat social féminin.

Quelles implications pour l'action humanitaire et sociale ?

L'analyse des trajectoires individuelles des femmes montre comment celles-ci imaginent de nouveaux modes d'agir économique – avec un potentiel transformateur – mais sont contraintes dans leurs mises en place. Des dispositifs de développement pensés de l'extérieur ne permettent pas de promouvoir de nouveaux modes d'agir économique.

Soutenir un changement sociétal repolitisé nécessite des dispositifs participatifs et inclusifs. En effet, la force de cet entrepreneuriat social réside dans le savoir local. Les femmes mentionnent qu'elles ne peuvent définir en avance leur modèle d'entreprise, ce sont en effet des cycles d'itérations dans le développement des entreprises sociales.

Ces innovations requièrent des idées, des connaissances : le savoir est en effet, comme une entrepreneure le mentionne, "le plus gros challenge". Selon des entrepreneures, l'innovation est rendue ardue notamment par une récalcitrance des populations. Ainsi, les entreprises se basent sur des connaissances locales. On voit de nouvelles formes de génération du savoir.

La série « Pratiques & Humanités » de la Fondation Croix-Rouge française synthétise les travaux de recherche des chercheurs soutenus par la Fondation. Elle a pour objectif de mettre à disposition des acteurs de l'humanitaire une information scientifique de qualité et concise.

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche dans les champs de l'action humanitaire et sociale. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables.

La Fondation Croix-Rouge française est un membre actif du RC3 (The Red Cross Red Crescent Research Consortium), le consortium de recherche du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR). Un réseau créé en 2019, qui travaille en collaboration avec les Sociétés nationales, la Fédération internationale et le CICR, dédié à la conduite et à la promotion de recherches en sciences humaines et sociales pour aider à construire des communautés plus sûres, plus résilientes et plus durables sur la base de résultats scientifiques.

Fondation Croix-Rouge française
21 rue de la Vanne | CS 90070 | 92126 MONTROUGE CEDEX
+33 1 40 71 16 34 | www.fondation-croix-rouge.fr
contact@fondation-croix-rouge.fr